CONTRIBUTION THÉORIQUE AU DROIT DE LA PREUVE DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE : ASPECT JURIDIQUE ET SOLUTIONS TECHNIQUES

ALAIN BENSOUSSAN,

Avocat à la Cour.

Introduction.

La dépersonnalisation des relations et la dématérialisation des opérations constituent les deux défis, que pose à l'administration de la preuve, la matière informatique. Le caractère incorporel des opérations, l'échange, l'utilisation de prothèses relationnelles, comme les bornes interactives de toutes natures (réservations de places de théâtre, achats de billet de transport) ou les guichets bancaires automatiques constituent les difficultés principales à résoudre, dans une économie où l'informatique irrigue l'ensemble des tissus économiques. Pour trouver une solution juridique et technique, il est essentiel de dégager des relations economico-électroniques où le système de preuve respecte les progrès issus de l'informatique et les exigences légales. L'introduction de l'informatique modèlera le droit de la preuve. Un droit sans la preuve associée ne présente pas d'efficacité dans la société civile. Un mode de preuve opérationnel suppose que soit réglée de manière harmonieuse, l'administration de la preuve et la force probante.

Les faits et les actes juridiques posent des difficultés en informatique qui ne sont pas

de même nature. En effet, dans la mesure où la preuve des faits est libre, il est essentiel de pouvoir tracer ces faits incorporels de manière à rendre plausible l'existence de ceux-ci dans le cadre d'un contentieux. Par contre, la problématique des actes juridiques est très différente, compte tenu des exigences légales de formalisme.

Le recours systématique à des échanges de données informatisées a rendu nécessaire à la date d'aujourd'hui, de programmer des normes d'échange des informations qui ont conduit à la mise en place d'Échanges de documents informatisés (E.D.I.) génériques ou spécialisés. Le passage de la problématique technique de l'échange de données informatiques à celle de documents informatisés matérialise sur le plan juridique, le passage de la sphère des faits à celle des actes juridiques.

Les E.D.I. sont l'illustration parfaite de l'absence de personnalisation des relations d'une part, et de la dématérialisation des relations d'autre part. En effet, l'ensemble des faits qui font l'objet d'un transfert d'informations automatisées, sont sous-tendus par de très nombreux documents dont certains ont la portée d'actes juridiques (1).

Ces actes ont une valeur juridique d'autant plus faible que l'administration de la preuve et la force probante associée se trouvent intégrées dans un échange d'informations automatique dont la légalité, en terme de preuve, apparaît précaire.

Pour résoudre les difficultés de preuve, il convient obligatoirement d'examiner comment, à la date des présentes, au regard des dernières jurisprudences, la problématique de la preuve en informatique s'est développée (A), afin de pouvoir apprécier les solutions à mettre en œuvre pour fournir une preuve juridiquement nécessaire à la sécurité des opérations informatisées (B) et (C).

La présente étude ne concerne que les actes sous seing privé, commerciaux ou mixtes, qui par ailleurs n'exigent pas un formalisme spécifique tel que la mention manuscrite de la somme ou de la quantité en toute lettre.

A. - La problématique.

1) Le domaine de la preuve libre.

Les règles du droit de la preuve telles qu'elles résultent de la réforme du 12 juillet 1980, ne sont pas obsolètes dans le domaine informatique si l'on veut bien dégager les règles techniques qui sous-tendent la portée juridique d'un mode de preuve (2).

L'ouverture vers la liberté de la preuve, organisée par l'art. 1348, alinéa 1 du Code civil a pour conséquence la liberté d'appréciation du juge.

Pour tenter de résoudre les incertitudes de la preuve informatique, il est nécessaire de rechercher les domaines où la preuve est libre, afin de construire un système

d'Echange de documents informatisés où les techniques d'organisation de la preuve sont recevables et probantes juridiquement.

La majeure partie des relations informatisées se fait dans un cadre commercial. En application de l'art. 109 du Code de commerce, « les actes de commerce peuvent se prouver par tous moyens... ». Dans ce cadre juridique, les techniques informatiques permettent aujourd'hui de prouver les actes et les faits juridiques avec une force probante sur le plan technique, bien supérieure à l'écrit (3).

En écartant l'aveu dont la probabilité d'erreur judiciaire n'est pas nulle et le serment qui est rarement utilisé, la preuve légale parfaite reste l'original qui correspond technologiquement à un papier sur lequel figurent des écrits, dont au moins la signature est manuscrite.

Selon une telle approche, le degré de conviction apprécié selon une démarche technique, du caractère « d'origine » du document initial (écrit, microfilm, supports électroniques, magnétiques, chimiques ou optiques) sera d'autant plus élevé que la probabilité de fraude ultérieure sera faible. La notion de fraude correspond à toutes manipulations ou tentatives de manipulations tendant à modifier l'état formel ou informationnel d'origine du document produit judiciairement comme élément probant au soutien d'une demande dans le cadre d'une instance.

2) Le domaine de la preuve réglementée.

Dans la présente étude, la preuve réglementée se limitera à l'étude de la suprématie de l'original. Le domaine de l'informatique est celui de la disparition de l'original au sens d'un écrit papier. Dans un premier temps, il est possible de remarquer que la modification du support - papier ou magnétique - n'induit pas la disparition du concept de manuscrit. Les nouvelles techniques réintroduisent une notion électronique notamment, de la signature manuscrite.

En effet, il existe aujourd'hui des techniques de reconnaissance dynamique de la signature. Cette technique permet de garder en mémoire le mouvement de signature et la signature en qualité de trace. La mémorisation dynamique de la signature conserve l'ensemble des pleins et des déliés qui n'apparaissent pas sur une feuille de papier, compte tenu du manque de finesse des plumes. Cette technique permet de suivre exactement la vitesse d'attaque des lettres, le caractère pressé ou surpressé d'une zone en permettant l'identification avec plus de certitude, de l'adéquation entre personnes identifiées et signatures associées et ce, de manière bi-univoque en terme de probabilité.

Dans ce cadre, il est évident que la reconnaissance formelle et dynamique de la si-

gnature augmente le niveau technique de la force probante, en rendant la fraude plus difficile (4).

Toutefois, ces techniques induisent par ailleurs, des difficultés sur le plan juridique, puisque la sensibilité de la reconnaissance de la signature est mise en défaut dans le cas où la personne identifiée présente par exemple, un taux d'alcoolémie élevé ou est en situation psychologique de stress.

Ainsi, la généralisation de ce type d'approche pourrait avoir des influences importantes sur les libertés publiques où la détection implicite de situations privées rend nécessaire une analyse juridique complémentaire.

3) La preuve probabiliste.

L'original au sens d'un écrit papier sur le plan juridique, n'est que le résultat d'un état de la technique dominant dans une période historique précise. Selon une telle approche tendant à rapprocher un état historique de la technique, et une exigence juridique, il est possible d'établir que la force probante n'est que la conséquence judiciaire attribuée par une légalité à une technique particulière.

Avant l'avènement de l'informatique et des nouvelles technologies de « trace », l'écrit papier manuscrit correspondait à la meilleure forme de preuve permettant d'identifier la volonté de l'engagement, son contenu et sa pérennité, sous réserve de respecter quelques règles en matière de conservation ou d'archivage propres à la matière papier.

A la date d'aujourd'hui, il existe des systèmes informatiques fournissant une force probante supérieure sur le plan technique, au papier. Le passage du plan technique au plan juridique s'appuie sur la démonstration suivante, en deux branches :

- la force probante d'une preuve juridique est inversement proportionnelle à sa probabilité de fraude, et en conséquence,
- une preuve est juridiquement supérieure à une autre, si sur le plan technique, la probabilité de fraude est inférieure.

En admettant une telle problématique, il est possible d'organiser aujourd'hui les forces probantes des différentes techniques de preuve proposées telles que :

- téléphone,
- télex,
- fax,
- microfilm COM (5),
- disque optique numérique (6),
- identification biologique (7),
- carte à mémoire (8).

L'illustration de l'insertion juridique des probabilités dans le domaine de la preuve peut être tirée du droit pénal. Dans ce domaine, l'utilisation de techniques scientifiques de preuve a été largement développée

afin de permettre une preuve formelle où la place au doute est réduite au strict minimum.

Les sciences criminalistiques apportent un concours précieux à la justice, qu'il s'agisse de la médecine légale, de la toxicologie, de l'anthropométrie ou des empreintes génétiques.

La force probante au sens de la force de conviction qu'elle impose au juge, doit être sur le plan technique au niveau le plus supérieur, lorsque des intérêts majeurs sont en cause. En effet, dans une démocratie, la privation de liberté constitue une atteinte intolérable à l'intégrité humaine. Pour être prononcée, elle doit reposer sur une preuve la moins critique possible en terme de force probante.

Ainsi, dans le domaine des empreintes digitales, permettant l'identification d'une personne, la preuve probante est utilisée de manière systématique puisque l'identité judiciaire permet une certitude, au titre de laquelle il n'est plus permis de se poser un doute dès qu'il y a dix-sept points de concordance, entre l'empreinte digitale relevée sur la zone du délit et l'empreinte digitale de l'inculpé.

Le raisonnement qui conduit à la certitude de l'identité d'une personne est un raisonnement répondant aux règles des probabilités. En effet, il est possible de démontrer, par un arrangement des caractères analytiques, rencontrés dans un examen de concordance des empreintes digitales, que le nombre des similitudes croît en progression arithmétique et qu'en conséquence, la probabilité d'erreur dans la reconnaissance d'un individu par l'une de ses empreintes digitales, diminue en progression géométrique (9). Avec les empreintes génétiques, la force probante a une valeur quasi absolue. La proportion tend vers l'infini à mesure que tend vers zéro la probabilité d'erreur. L'unicité du code génétique est telle, en terme de probabilité, que la juxtaposition de deux codes identifie avec certitude un individu avec un risque d'erreur inférieur à 1/1 000 000 000.

En procédant par analogie du droit pénal au droit civil, il est possible d'utiliser ce raisonnement pour mettre en place une architecture de preuve reposant sur une théorie probabiliste des erreurs ou des fraudes.

L'architecture sera définie sur le plan technique, à partir d'un ensemble de moyens qui, utilisé de manière concordante, permettra de diminuer la probabilité d'erreur ou de fraude vers des valeurs analogues à celles retenues pour les empreintes génétiques permettant ainsi d'établir l'existence technique de faits et d'actes juridiques.

– Les solutions.

L'originare.

À la suite des travaux de Mme Françoise AMOUX, il est possible d'interpréter l'art. 1348, alinéa 1 du Code civil comme une exception permettant d'élargir le domaine de la liberté de la preuve. En effet, la règle écrite reçoit exception lorsque l'une des parties n'a pas eu « la possibilité matérielle de se procurer une preuve littérale de nature juridique.

La possibilité matérielle résulte manifestement de l'état de la technique. À la date des présentes, il n'est pas possible, pour un acte juridique, d'imposer une formule papier lorsque l'ensemble des échanges est médiatisé par des « machines intelligentes » et fait l'objet de transferts de décisions liés à la rapidité des transferts d'informations. Le droit doit être obligatoirement adapté à l'état de la technique.

Le décret du 12 juillet 1980 permet l'adaptation du droit aux évolutions de la technique sans en modifier pas les principes essentiels de la force probante, base de l'obtention de la conviction du juge.

L'impossibilité matérielle de l'art. 1348 alinéa 1 est laissée à l'appréciation du juge du fond qui pourra, au regard de l'acte soumis au contrôle, apprécier si l'impossibilité résultait d'un état d'acte technique d'un choix délibéré associé à une prise de conscience anormale.

Enfin, si, il a été jugé qu'un usage peut dispenser une partie de la preuve littérale de l'obligation dont elle demande l'exécution, lorsqu'il est constaté que, du fait de cet usage, on ne trouvait en présence de l'impossibilité de preuve écrite. Cette jurisprudence est immédiatement déclinable au contexte informatique.

En conséquence, il est possible d'appeler « originare » le document informationnel qui est établi sous la forme d'un acte informatique par l'une des parties. La terminologie « originare » est utilisée afin de la distinguer de la notion de l'« original ». C'est un document qui exprime la pensée des personnes qui s'engagent, et qui est le premier document date par rapport à d'éventuelles copies.

L'« originare » constitue un acte juridique informatique auquel il conviendra de reconnaître une force probante au moins équivalente à l'original. Pour obtenir un tel statut juridique, il convient de combiner les exceptions prévues par l'art. 1348 du Code de civil.

La combinaison des exceptions.

L'art. 1348, alinéa 1, ouvre le domaine de la preuve lorsque les parties sont confrontées à une impossibilité absolue. Il situe le domaine où règnent les actes informatiques.

L'art. 1348, alinéa 2, consacre l'équivalence de la copie fidèle et durable à l'original. En effet, cette seconde exception qui est indépendante de la première, permet à une partie qui n'a pas conservé le titre original, de présenter en lieu et place « une copie qui en est la reproduction non seulement fidèle mais aussi durable ».

Il est possible de décrire cette exception selon les règles suivantes :

- les parties ont établi un original au sens d'un écrit papier signé identifiant les personnes engagées et le contenu des engagements.

- l'original n'est plus conservé volontairement ou involontairement.

- le remplacement par équivalence est possible au moyen d'une copie fidèle et durable.

La solution proposée au règlement de la problématique de la preuve dans le domaine informatique consiste à combiner les exceptions des art. 1348, alinéa 1 et 2, tant sur le plan juridique que sur le plan technique.

En effet, une copie fidèle et durable est conforme à un original. La notion de fidélité et de durabilité est le résultat de la conjugaison de contraintes techniques permettant d'obtenir les caractéristiques juridiques imposées à la copie pour être assimilable à un original.

En conséquence, il est possible de construire sur le plan technique des copies d'un originare qui répondront aux mêmes caractéristiques techniques de durabilité et de fidélité.

Dans ce cas, la copie fidèle et durable de l'originare sera techniquement équivalente à la copie fidèle et durable de l'original. La seule différence est de nature juridique et non technique : ces deux copies seront l'image fidèle et durable d'un original au sens d'un écrit papier signé pour l'exception de l'alinéa 2, et d'un originare au sens d'un document informationnel pour l'exception de l'alinéa 1.

De ce fait, en fournissant une copie fidèle et durable de l'originare, les parties auront, en qualité de force probante sur le plan technique, l'équivalent d'un original. Il en est de même sur le plan juridique. « L'originare » est obligatoirement, en qualité de force probante, égal à l'original puisque les copies fidèles et durables ne peuvent être que de même nature juridique, compte tenu de leur identité de nature technique.

3) La fidélité et la durabilité.

La combinaison des exceptions permet de passer de la preuve, du fait ou de l'acte, à la preuve de la probabilité d'existence du fait et de l'acte.

Les concepts de fidélité et de durabilité ne sont que des formes particulières d'expression de l'approche probabiliste.

Ces concepts illustrent la règle selon laquelle la force probante d'une preuve est inversement proportionnelle à sa probabilité de fraude. La preuve d'un document suppose fidélité et durabilité.

La durabilité est définie par le législateur comme étant toute reproduction « indélébile de l'original qui entraîne les modifications irréversibles du support ». La solution technique d'une telle exigence juridique suppose de fournir des supports intègres, c'est-à-dire qui ne peuvent être modifiés sans que l'on identifie la modification. Il en est ainsi aujourd'hui des disques optiques numériques, technologie Worm. Cette technologie de conservation des documents originaires consiste à utiliser des disques optiques non réinscriptibles.

La fidélité de la copie est le résultat d'un système de sécurité qui permet de s'assurer que les informations inscrites sur le support durable sont identiques aux informations de l'originare.

En application de la théorie probabiliste des modes de preuve, la fidélité sera obtenue lorsque la preuve de la fraude est équivalente à zéro. Cette preuve relative à la probabilité de survenance de la fraude est associée à la fiabilité d'un système technique de preuve. Le système technique de preuve est fiable lorsque le processus de fabrication de copie de l'originare aura une probabilité d'erreur tendant vers zéro.

Ainsi, à titre d'exemple, le système de preuve tel qu'il est offert par la société Veridial, filiale de France Telecom, constitue l'expression d'un mode d'archivage permettant de rapporter la preuve d'acte juridique, répondant aux critères de copie fidèle et durable. La durabilité est obtenue par le recours à la technologie des disques optiques numériques non réinscriptibles (Worm). La fidélité est le résultat de la mise en œuvre d'un système informatique fiable de traitements des données.

La sûreté du système informatique offerte par Veridial est le résultat d'une combinaison de moyens techniques, combinant des technologies avancées telles que cartes à mémoire, algorithmes de chiffrement, configurations informatiques à tolérance de pannes, logiciels type zéro défaut, associée à des procédures d'assurance qualité totale d'exploitation. Elles permettent de sécuriser l'ensemble du processus de la fabrication de la copie fidèle à sa conservation durable. La sûreté est obtenue en minimisant la probabilité de survenance d'une fraude ou d'une erreur, tout au long de la chaîne de fabrication de la copie.

La combinaison des deux exceptions de l'art. 1348 – l'impossibilité matérielle d'une

part, et - la copie fidèle et durable d'autre part, - permet d'associer l'original à l'original. La copie fidèle et durable devient l'écrit informationnel dont la force probante emporte la conviction du juge en fonction de la faiblesse de la probabilité d'erreur ou de fraude démontrée dans le cadre d'un débat contradictoire.

C. - La force probante.

1) L'état de la technique.

La force probante est obligatoirement le résultat d'un état de la technique. Est associée à l'état de la technique, une force de conviction qui s'imposera d'autant plus que la probabilité d'erreur ou de fraude est quasiment nulle. Un système de preuve hiérarchique doit obligatoirement entraîner un système de conviction différencié dont « l'étalon » est la probabilité de survenance d'une erreur ou d'une fraude.

Dans ce cadre, une preuve est supérieure à une autre en qualité de force probante si la probabilité d'erreur ou de fraude est inférieure (10).

Sur ces bases, les concepteurs d'un système d'échange de documents informatisés peuvent renforcer le cadre juridique en utilisant un système contractuel d'organisation de la preuve.

Ce système, pour être efficace, doit reposer sur un rapport d'équivalence entre les parties d'une part, et un débat contradictoire permettant de prendre la mesure de la force probante d'autre part.

2) Contrat et présomption.

En tout état de cause, la force probante, dans le domaine de la preuve libre comme dans celui de la preuve organisée, peut être renforcée par un maillage complexe de conventions sur la preuve. Les conventions sur la preuve permettent à chacune des parties de mesurer exactement la portée de ses engagements et le mode d'administration de la preuve associé. Les modes d'administration de la preuve peuvent être définis entre les parties.

En conséquence, la force probante d'un système qui repose de manière complémentaire sur une convention de la preuve, suppose une équivalence en terme de compréhension des rapports juridiques. Un système de maillage de la preuve sera d'autant plus efficace que les parties ont un professionnalisme équivalent.

Devraient être déclarées nulles, toutes les conventions qui ne permettent pas de rapporter la preuve contraire de la fiabilité du système. La présomption de bon fonctionnement telle qu'elle peut résulter d'une convention ne peut avoir un caractère irré-

fragable. L'interdiction de la contestation doit être considérée comme une règle nulle. La force probante devant être toujours soumise à la contradiction (11).

La notion de débat contradictoire n'empêche pas un renversement de la charge de la preuve. Les concepteurs d'un E.D.I. peuvent renforcer la force probante de leur système technique, en mettant en place un renversement de la charge de la preuve par convention.

Ainsi, le contrat de preuve pourra préciser que les éléments issus du système informatique ont valeur probante entre les parties puisque le document conservé constitue une copie fidèle et durable de l'original et à ce titre, peut être considéré comme l'équivalent d'un original établi préalablement par les parties au moyen de l'utilisation d'un support papier écrit avec signature manuscrite.

A ce niveau, il convient de noter que le système informatique permet d'apporter une preuve du consentement beaucoup plus simplifiée qu'en matière d'écrit papier. En effet, le consentement peut être « pisté » lors de l'audit des dialogues en phase judiciaire. L'interactivité du système informatique et sa permanence en terme de dialogue, permettront de reconstituer exactement l'échange d'informations. En conséquence, les informations fournies par l'utilisateur et les actes pour lesquels il aura donné son consentement, seront d'autant plus mesurables en phase judiciaire, que les dialogues informatisés apparaissant à l'écran entre l'utilisateur et le système informatique auront été conservés.

La conservation de ces dialogues permettant de mesurer exactement l'interactivité homme/machine, entraîne une préconstitution de la preuve du consentement bien meilleure que la description de la phase de négociation dans un préambule inséré dans un document papier.

La signature, mode d'expression ultime de ce consentement, est matérialisée par l'utilisation d'une carte à mémoire, un système de dialogue où interviennent des procédures de chiffrement et l'utilisation d'un code confidentiel.

Le corollaire du renversement de la charge de la preuve et de la présomption de sûreté associée ne peut avoir qu'un caractère relatif. En effet, la charge de la preuve de la présomption qu'un système est sûr doit reposer sur celui qui fournit la copie fidèle et durable. Il n'est pas possible d'admettre une présomption irréfragable de sûreté. Il appartient notamment aux concepteurs d'un système d'E.D.I. de prouver que le système est sûr. La preuve de la sûreté sera rapportée par la faiblesse de la probabilité théorique de fraude.

A partir de la démonstration statistique de la fiabilité du système, va naître une présomption de fiabilité de l'existence juridique de l'opération réalisée avec ce système.

Dans l'affaire société Crédicas où la preuve d'une opération par carte bancaire se situait dans le domaine de la liberté de la preuve, le Tribunal retient notamment, pour accepter la position de la banque qu'il « n'est allégué par ailleurs, aucun dérèglement du système informatique... » (12).

Selon la même démarche, le contrat porteur carte bleue du Crédit Lyonnais précise à l'art. 7 « dispositions spécifiques aux appareils automatiques » :

- « les enregistrements sur supports informatiques des appareils automatiques ou leur reproduction constituent la preuve des opérations effectuées par carte et la justification de leur imputation au compte. »

3) Le contradictoire.

En tout état de cause et quel que soit l'état de la technique, la portée juridique des systèmes de preuve dépendra fortement du principe du contradictoire. Une preuve n'est réellement efficace que si elle peut être discutée de manière contradictoire (13).

Le principe du contradictoire est constitué par la libre critique devant le juge. Il permet de mesurer exactement la portée de la force probante. Il n'existe pas de système absolu mais des systèmes probants sous réserve de rapporter la preuve d'un fait juridique mettant complètement en cause l'acte que l'on veut prouver au moyen d'un système technologique de preuve. Tel est aujourd'hui le cas des originaux dont la portée juridique peut être mise à néant par les procédures de faux.

Le développement d'une économie informationnelle implique une déchéance progressive du papier. La technique informatique aujourd'hui permet l'obtention d'une sécurité juridique supérieure à la technique du papier. Il convient de tirer les conséquences de cette suprématie pour conjuguer au présent droit, justice et technique.

(1) E.D.I. (définition, working principal, standardisation), more communication : better communication. Stoven. Simprofrance n° 10 automne 1990, p. 12.

(2) Sur la réforme du 12 juillet 1980 voir notamment : Françoise Chamoux « La loi du 12 juillet 1980 : une ouverture sur les nouveaux moyens de preuve » (J.C.P. 1981.I.3008) et « La preuve dans les affaires de l'écrit au microfilm » Litec 1980. Rapport Cellart au nom de la commission des lois n° 1301 1979/80. X. Linand de Bellefond et A. Hollande - Droit de l'informatique, Delmas 1984. « Les nouveaux modes de reproduction et le droit de la preuve » - P. Leclercq - Rapport aux journées 1986 de l'Association Henri Capitant - Edition Economica 1988.

3) Sur la problématique de la preuve dans le domaine informatique voir notamment : « Le droit de la preuve face à l'informatique et à la télématique », B. Amory et Y. Pouillet (*Rev. intern. dr. comp.* 1985.331) et « Dématérialisation, authentification et responsabilité », B. Amory et X. Thuais, Litec 1987, p. 71.

4) « Les nouveaux moyens de preuve : pour ou contre l'identification des documents informatiques à des écrits sous seing privés ? Contribution à l'étude juridique des notions d'écriture et de signature » J. Larrieux, Cahier Lamy du droit de l'informatique, novembre et décembre 1988.

5) « Microfilms et droit de la preuve », P. Courant, Expertises 1987, n° 97, p. 260.

(6) « Dossier Don », A. Schoen et C. Brésillon, Micro-Système juin 1988, p. 123.

(7) « Le comité d'éthique réclame une stricte limitation à l'utilisation des empreintes génétiques », J.-Y. Nau, *Le Monde*, 16 décembre 1989.

(8) « Dossier carte à mémoire », D. Cartillier, Bancatique n° 52, septembre 1989.

(9) « La méthode et les méthodes dans la recherche scientifique de la preuve en criminalistique », P.F. Ceccaldi (*Rev. sciences crim. et dr. pén.* 1961).

(10) « Informatique, preuve et sécurité », H. Croze (*D.S.* 1987, *chron.* XXXI, p. 165).

(11) « Plaidoyer pour un droit de la preuve en matière informatique », C. Lucas de Leyssac, Expertises, juillet et août 1987, p. 260.

(12) C. Montpellier (1^{re} Ch. D) 9 avril 1987, société Crédicas S.A. c. Yves J... (*J.C.P.* 1988.G.II.20984, note Martine Boizard). Dans le même sens, C. Pau 17 octobre 1984, Bordelaise de crédit industriel et commercial c. Duprat (*D.S.* 1985.I.R.343, obs. Vasseur).

(13) « Informatique et droit de la preuve », Colloque AFDI 1987, Editions des Parques 1987.

DOCTRINE